

# Quelles frontières ? Quelle Europe ?

Jean Claude Lahaut

Maître de Conférences,  
Hec Liège - Ecole de Gestion  
de l'Université de Liège

► **Crise des réfugiés, Brexit... Nous vivons non seulement le blocage, mais aussi la mise en cause de la construction européenne.**

► **Pourrait-on revenir aux frontières d'antan ?**

**E**n deux générations, l'Europe a construit pacifiquement un ensemble politique qu'aucune conquête n'avait permis. Un marché commun puis des institutions partagées pour ne plus avoir de frontières entre 28 pays. Un peu trop vite, sans doute. Les premiers voulaient clairement assurer la paix entre l'Allemagne et la France, les suivants se contentaient d'une zone de libre-échange et les derniers voulaient surtout oublier l'occupation russe. L'Europe s'est construite sur ce malentendu qui doit être dissipé, même s'il faut se compter en fonction de ces objectifs. C'est la logique des "coopérations renforcées" prévues par les Traités. Il n'y a même pas besoin de nouveaux textes. Pourquoi vouloir que tous les pays avancent à la même vitesse ? L'Union européenne consiste en fait en plusieurs cercles ou ensembles de pays partageant une même vision. Le reconnaître permettrait de conserver l'acquis de chacun, mais surtout de laisser progresser les Etats Membres qui le veulent.

A tous ceux qui ne l'ont pas vécue, essayons de rappeler l'Europe d'"avant". L'économie d'abord. Des douaniers à chaque frontière surveillaient l'importation de beurre hollandais ou de jouets allemands, pour rappeler des souvenirs lointains. Chaque Etat défendait ses intérêts "stratégiques" nationaux. Pire, plus loin, courait un sinistre rideau de fer surveillé par

des miradors et des patrouilles. On a ensuite créé le "marché commun"; en 1989, le mur est tombé et, en 1992, un nouveau pas a été franchi avec le grand marché intérieur. L'ambition était, et doit rester, de faire de l'Europe un ensemble prospère, innovant et harmonisé avec des politiques communes...

Travailler en Europe sans entraves... Ma carrière m'a amené en France à une époque où on changeait de locomotive à la frontière et où un Belge devait demander un permis de séjour, puis en Allemagne lors la réunification (on passait encore par Check Point Charlie à Berlin) et enfin au niveau européen pour l'élargissement à 28 Pays membres, tous différents. Pour les institutions comme pour les entreprises, il fallait mettre des traditions en commun, dévelop-

per un nouveau projet, surmonter les difficultés. Une Union, des cultures, mais c'est ce qui fait le charme de l'Europe.

On voit aujourd'hui le progrès réalisé. Les quatre libertés du marché intérieur (libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et, surtout, des personnes) semblent là depuis toujours. On n'imagine pas de voir réapparaître les frontières avec leurs douaniers, les normes nationales presque disparues, le morcellement du cadre de travail des personnes et des entreprises difficilement harmonisé, voire l'euro... On imagine mal le coût d'une renonciation à l'Europe, même si on déplore tous la lourdeur de la bureaucratie et surtout le manque de politiques communes pour les nouveaux défis.

Le modèle a-t-il atteint ses limites ? Où est la politique industrielle qui devrait équilibrer les politiques de concurrence et d'ouverture des marchés ? Où sont les mesures qui doivent éviter une concurrence déloyale dans les importations de produits ou de services ? Proudly made in Europe ? Essayez. Les gouvernements sont divisés sur ces questions. Le libre-échangisme l'emporte aujourd'hui sur le modèle "rhénan" franco-allemand. La crise bancaire et financière et ses conséquences pour les entreprises et les travailleurs demandait plus de coordination économique et fis-

cale. A peine avait-on commencé à s'accorder et à mettre en place des mesures qu'apparaissent un autre défi et un nouvel échec, celui des réfugiés. Et d'autres périls montent. Les décisions intergouvernementales peuvent trop facilement être bloquées et n'ont pas été pensées pour de tels chocs.

La prise de décisions en Europe est devenue trop complexe à 28 mais ni la zone euro, ni les règles de Schengen sur la libre circulation des personnes ne nécessitent tous les pays de l'Union. Ce sont déjà des "coopérations renforcées" entre certains pays. On peut en attendre plus de motivation pour aboutir à leurs objectifs et on devrait donc leur réserver les décisions sur ces sujets. C'est le meilleur moyen de préserver l'acquis que chacun veut conserver. Il faut sans doute clarifier la situation entre Etats européens et en tirer les conséquences, même si on parle d'Europe "à la carte"

ou "à plusieurs vitesses". La porte reste ouverte et ces cercles pourront toujours s'élargir. L'Europe a désormais des frontières variées et variables.

Quelle que soit la réponse britannique au référendum du 23 juin, la question est un signal pour tous. Revoyons nos ambitions. Nous ne voulons peut-être pas tous aujourd'hui la même Europe. Visons l'efficacité. Il faut donc que les pays les plus motivés prennent l'initiative. Combien seront-ils ? On pense aux 6 fondateurs pour rassembler ceux qui partagent le plus d'ambitions communes. Mieux, peut-être, la zone euro organise déjà 19 Etats-Membres. D'autres alliances peuvent se conclure sur d'autres sujets. Les frontières de l'Europe varieraient par sujets mais l'Europe pourrait repartir sur ces bases.

La Belgique a souvent joué un rôle historique en Europe. C'est à nouveau le moment.